



Ville de Vernon
EN NORMANDIE

Direction de l'aménagement Urbain

Voirie et réseaux

Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex

Tél : 0800027200

Dossier suivi par : Garnier Laurent

Email : lgarnier@vernon27.fr

Arrêté n° 0374/2021

**Restriction de circulation - rue des Combattants d'Indochine et place des F.F.I. -
le 8 juin 2021**

Le Maire de la Commune de VERNON,

Vu l'article L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III du Code de la Route,

Vu le règlement de voirie communale,

Vu le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints en date du 23 mai 2020,

Vu l'arrêté n°065/2021 du 2 février 2021 portant délégation de fonctions à Johan AUVRAY.

Considérant la demande du service évènementiel de la ville de Vernon (27200) tendant à organiser « l'Hommage aux Combattants d'Indochine ».

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent,
Sur proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques,

ARRETE

Article 1 : la circulation sera interdite à tous véhicules rue des Anciens Combattants d'Indochine et place des F.F.I. le temps de la cérémonie le mardi 8 juin 2021 entre 10h30 et 11h30.

Un itinéraire de déviation sera mis en place par la route de Giverny et la rue Jules Soret dans les deux sens.

Article 2 : la signalisation règlementaire sera mise en place par les services municipaux.

Article 3 : Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 25 mai 2021



Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).